

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE



2
0
0
7

● UNE CROISSANCE
● PLUS MODÉRÉE
● EN 2007

Accusant le coup du ralentissement de la croissance américaine et de la crise des subprimes, l'économie mondiale a montré des premiers signes d'affaiblissement dès fin 2006. Le FMI évalue la croissance de l'économie mondiale à 4,9% en 2007 après 5,4% en 2006. Les pays dépendants des Etats-Unis pour leurs exportations ont ainsi vu leurs ventes vers ce pays diminuer de manière significative en 2007. Quant aux marchés financiers internationaux, ils ont souffert de l'effet de contagion, causé par la crise des prêts immobiliers à risque aux Etats-Unis. La propagation du risque hypothécaire a ainsi forcé plusieurs banques centrales à injecter des liquidités sur leurs marchés monétaires pour éviter une crise de leurs systèmes financiers.

Au niveau des pays développés, les performances économiques en 2007 restent disparates. Les Etats-Unis n'ont affiché un taux de croissance que de 2,2% aux termes de l'année écoulée. La consommation des ménages s'essouffle également, plombée par la baisse du pouvoir d'achat et des prix de l'immobilier. En revanche, l'économie nipponne semble avoir évolué en 2007 dans un climat globalement favorable, malgré la baisse des investissements productifs (-4,8%). Stimulé par la reprise de la consommation et la progression des exportations, le Japon affiche un taux de croissance de 2,1% à fin 2007. Dans la zone euro, l'impact des tumultes boursiers et de la hausse de l'euro et du prix du pétrole s'est fait ressentir sur la croissance qui est passée de 2,8% en 2006 à 2,6% l'année dernière.



Les pays en développement ont continué d'afficher une croissance soutenue en 2007, estimée à 7,9%. Les pays asiatiques conservent leur statut de locomotive, avec des taux de croissance du PIB de 11,4% pour la Chine et 9,2% pour l'Inde.

L'Amérique Latine a affiché en revanche un dynamisme plus modéré estimé à 5,6% en 2007 sous l'effet du ralentissement de la croissance américaine. Quant aux pays d'Europe Centrale et Orientale, ils ont bénéficié l'année passée de la vigueur de la demande étrangère et des flux d'investissement qui ont porté le taux de croissance à 5,8%.

En dernier lieu, l'économie des pays sud-méditerranéens a affiché un taux de croissance proche des 7,1% pour l'Égypte, 6,3% pour la Tunisie et 4,6% pour l'Algérie.



>> La hausse des prix mondiaux des matières premières : alors que le prix du pétrole reste haut et volatil, celui des métaux a accusé une légère baisse en 2007 mais devrait rester à un niveau élevé en 2008. Quant au prix des produits alimentaires et des matières premières agricoles, il a fortement crû en 2007 et devrait poursuivre sa hausse en 2008.

>> En revanche, le commerce mondial a été dynamique en 2007 et devrait poursuivre son trend haussier cette année, affichant un taux de croissance de près de 10% pour atteindre les 14 000 milliards de dollars.

Face aux incertitudes de l'environnement international, la confiance des chefs d'entreprises et des consommateurs s'affaiblit, autant aux États-Unis, qu'en Europe ou au Japon. Les indices de confiance de ces pays, mesurés à fin 2007, s'affichent en stagnation, voire en baisse.

DES PERSPECTIVES 2008

>> INCERTAINES

La conjoncture internationale a été marquée, depuis fin 2007, par d'importants chocs externes qui auront des incidences certaines sur la performance économique de beaucoup de pays en 2008. Les prévisions pour cette année tablent sur un taux de croissance inférieur à celui de l'année 2007, soit 3,7%, tenant compte de différents facteurs :

>> Le tassement du marché immobilier : la contribution de la construction résidentielle à la croissance du PIB réel devrait afficher une baisse de 0,6% aux États-Unis, 0,22% au Japon et 0,5% dans la zone Euro. Elle s'accompagnera, par ailleurs, d'une stagnation du prix réel des logements (États-Unis) et parfois même d'une décélération (Europe).

> CHIFFRES-CLÉS

■ +4,9 % DE PROGRESSION
DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

■ +7,9 % DE CROISSANCE POUR LES PAYS EN
DÉVELOPPEMENT





LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

 >> DU PAYS

Après des performances économiques exceptionnelles en 2006, l'économie nationale a accusé un relatif tassement de sa croissance en 2007, malgré une croissance du PIB non agricole de 5,9%. Initialement projetée à 3,5%, la croissance économique globale du pays a pâti du déficit pluviométrique et n'a pas dépassé les 2,2%. L'année 2008 s'annonce, en revanche, plus prometteuse et devrait générer un taux de croissance de 6,8% selon les projections de la Loi de Finances de cette année.

LA PLUVIOMÉTRIE

 >> CONDITIONNE TOUJOURS LES RÉSULTATS DU SECTEUR PRIMAIRE

Initialement prévue à 65 millions de quintaux, la production céréalière nationale n'aura finalement été que de 24,4 millions de quintaux en 2007, accusant ainsi une baisse de 62,5% par rapport à la campagne précédente. En conséquence, le pays a dû importer pour près de 39 millions de quintaux de céréales dans un contexte international marqué par la flambée des prix des matières premières. Cependant, la bonne tenue relative des secteurs de l'élevage et de la pêche, ajoutée à l'amélioration des autres cultures (industrielles,

maraîchères, arboricoles, fruitières, et d'exportation) ont permis d'atténuer les effets de la contre-performance du secteur primaire sur la croissance nationale.

LES ACTIVITÉS NON AGRICOLES,

 >> IMPORTANTS MOTEURS DE CROISSANCE

Après une performance modeste en 2006, les activités minières et énergétiques semblent renouer avec la croissance en 2007. Le regain de dynamisme de la demande étrangère, ajouté au maintien des prix à des niveaux importants sur le marché international, ont ainsi relancé les exportations nationales du groupe OCP. Celles-ci ont atteint DH 22,2 milliards en 2007, soit une progression de 25,9%.



Concernant les activités énergétiques, elles ont bénéficié d'une conjoncture globalement favorable matérialisée par une hausse de 7% de la production de l'énergie électrique en 2007.

Malgré les craintes liées à un éventuel éclatement de la bulle immobilière, le secteur du BTP a poursuivi son trend haussier en 2007, toujours stimulé par la demande des ménages, le dynamisme du secteur du tourisme, l'investissement public dans les infrastructures de base, et les projets gouvernementaux d'habitat social. Indicateurs révélateurs de la bonne santé du secteur, les ventes de ciments ainsi que les crédits immobiliers ont progressé respectivement de 12,6% et 33%.

Quant aux industries de transformation, leurs réalisations en 2007 ont confirmé la croissance amorcée en début d'année. L'indice de production de l'industrie manufacturière s'est ainsi affiché en hausse de 4,5%. L'enquête de conjoncture réalisée par Bank Al-Maghrib aux termes du quatrième trimestre 2007 confirme, par ailleurs, le bon moral des industriels nationaux. Ceux-ci estiment en majorité que le climat des affaires du pays est bon et que les perspectives pour 2008 sont favorables à la croissance de leur activité.

Les principaux artisans de cette croissance restent les industries métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques (IMME), le textile et le cuir, et les industries chimiques et parachimiques.



Les IMME ont bénéficié de l'affermissement de la demande adressée aux industries de l'automobile, de l'électronique et de la métallurgie. Les exportations de fils et câbles ont ainsi augmenté de 19,7% sur la même période, contrairement aux transistors qui ont accusé une baisse de 10%.

Par ailleurs, la reprise des activités de textile - habillement et cuir, après la crise qu'a connu le secteur en 2005, semble s'être poursuivie en 2007. Les ventes à l'étranger de bonneterie et de chaussures ont affiché des croissances respectives de 9,5% et 14,7% aux termes de l'année 2007. Cette performance est attribuable, en partie, au retour des grands donneurs d'ordre européens au Maroc et à l'instauration de quotas par l'UE sur plusieurs catégories de produits en provenance de Chine. La levée de ces quotas le 1^{er} janvier 2008 soulève néanmoins des interrogations quant aux conséquences que cette mesure aura sur les opérateurs nationaux.

Les industries chimiques et parachimiques ont bénéficié, en 2007, de la bonne tenue des exportations de l'OCP, qui ont représenté 18,6% des ventes marocaines à l'étranger.

Quant aux industries agroalimentaires, elles ont contribué dans une moindre mesure à cette croissance industrielle. Certains produits agricoles hors céréaliculture, tels que les fruits frais, tirent leur épingle du jeu avec une croissance des ventes à l'étranger de 34,1%. Les exportations de mollusques, crustacés et coquillages sont également en hausse de 13,9% en 2007 par rapport à 2006. Les ventes d'agrumes à l'étranger, en revanche, accusent une baisse de 22,6% pour s'afficher à DH 2,2 milliards contre 2,9 milliards en 2006.

LES INDICATEURS DU SECTEUR TERTIAIRE

>> TOUJOURS AU VERT

La bonne tenue du secteur tertiaire se confirme une nouvelle fois en 2007. L'ensemble des activités du secteur, qui ont clôturé l'année 2006 en hausse, continuaient d'afficher une performance positive à fin 2007.

Ainsi, les indicateurs touristiques s'inscrivent une nouvelle fois en hausse. Le nombre de touristes, en progression de 12,9%, a dépassé la barre des 7 millions, dont près de la moitié composée de MRE. Le nombre de nuitées dans les hôtels classés était également en hausse de 3,5% par rapport à l'année dernière.

Quant aux activités de télécommunication, elles continuent d'afficher des taux de croissance importants en 2007. Ainsi, le parc des abonnés mobile a progressé de plus de 25%, pour atteindre 20 millions de souscripteurs, portant le taux de pénétration du mobile à 65,66%, soit 12 points de plus qu'en 2006. Le parc Internet affiche une santé similaire, en hausse de 31,6%. Même le nombre d'abonnés du fixe, en baisse depuis l'explosion du mobile au Maroc, affiche un taux de croissance 89% par rapport à 2006 suite à l'introduction des services de téléphonie fixe avec mobilité restreinte.

Malgré le déficit pluviométrique et le ralentissement du taux de croissance, l'économie nationale a créé 128 000 emplois nets aux termes du quatrième trimestre 2007. La contre-performance du secteur agricole s'est traduite naturellement par une perte nette de 18 000 emplois, portant le taux de chômage rural à 4,1% contre 9,7% au niveau national.

DES ÉQUILIBRES MACROÉCONOMIQUES

>> MALMENÉS PAR LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Les dépenses publiques se sont accélérées en 2007, stimulées par les dépenses de biens et services (+6%) et de compensation (+9,4%) liées principalement au soutien des prix des produits pétroliers et certains produits de base. Les dépenses d'investissement ont, quant à elle, augmenté de 13,9% pour atteindre 27,2% en 2007.

La bonne tenue des recettes fiscales a néanmoins permis de compenser partiellement la hausse des dépenses de l'Etat. Les recettes fiscales ont ainsi augmenté de 19,2%, grâce notamment à l'augmentation des recettes de l'IS (+25,8%), de l'IR (+13,7%) et de la TVA (+27,8%). En revanche, les recettes non fiscales ont accusé un repli de 6,6% lié au recul des recettes de monopole et des autres recettes non fiscales.

La grande crainte pour 2007 reste le déficit de la balance commerciale du pays suite à la flambée des prix des matières premières sur le marché international. Les exportations nationales n'ont augmenté que de 7% contre 22% pour les importations, donnant lieu à un déficit commercial avoisinant les DH 137 milliards et un taux de couverture en baisse à 46,6% contre 53,2% en 2006. Les achats à l'étranger de produits alimentaires ont augmenté, à eux seuls, de 71,3% en 2007, en grande partie en raison des approvisionnements en céréales dont les prix ont flambé sur le marché international.

Les recettes de voyages, ainsi que les transferts MRE, ont une nouvelle fois permis d'équilibrer le compte courant en 2007, affichant des progressions respectives de 13,2% et 15,4%, par rapport à 2006. Celles-ci ont avoisiné DH 58 milliards et DH 55 milliards respectivement au terme de 2007.

L'augmentation des prix à la consommation s'est confirmée en 2007, avec un indice du coût de la vie en hausse de 2% par rapport à l'année précédente. Cette progression s'explique par une augmentation de 3,2% des produits alimentaires et de 1% des produits non alimentaires.

L'ANNÉE 2008

>> S'ANNONCE SOUS DE BONNS AUSPICES

Le ralentissement de l'activité économique, enregistré en 2007 suite au déficit pluviométrique, devrait laisser place à une croissance plus importante en 2008. Les prévisions officielles tablent sur un taux de croissance de 6,8% de l'économie nationale, favorisé par une croissance de 12,8% de la valeur ajoutée agricole.

Quant au PIB non agricole, les prévisionnistes nationaux estiment son taux de croissance à 6,1% contre 5,6% en 2007. Le secteur secondaire s'inscrirait en hausse de 5,7% grâce au dynamisme des activités de BTP, de l'énergie, des mines et de certaines branches industrielles telles les IMME et les industries chimiques et parachimiques.

Quant aux activités tertiaires, elles devraient consolider leur progression en 2008, avec une valeur ajoutée en hausse de 6,2%. Les moteurs de cette croissance restent le tourisme et les télécommunications, auxquels s'ajoutent les activités de commerce, de transport et de services financiers.

En dernier lieu, les prévisions, basées sur une bonne tenue des exportations nationales, estiment l'excédent du compte courant à 1,2% du PIB et le déficit commercial à 20,2% du PIB en 2008. Ceci devrait ramener le taux de couverture des importations de biens par les exportations à 50%, en amélioration par rapport à 2007.